ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 6 novembre 1968, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif à la protection de la personne des malades mentaux", a donné en ses séances des 27 novembre 1968, 4 décembre 1968, 11 décembre 1968, 18 décembre 1968, 24 décembre 1968, 8 janvier 1969 et 29 janvier 1969 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 6e november 1968 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de bescherming van de persoon van de geestes-zieke", heeft op de zittingen van 27 november 1968, 4 december 1968, 11 december 1968, 18 december 1968, 24 december 1968, 8 januari 1969 en 29 januari 1969 het volgend advies gegeven :

Article 2.

a) L'article 25 de la loi sur le régime des aliénés prévoit que "nulle personne ne peut être séquestrée dans son domicile ou dans celui de ses parents ou des personnes qui en tiennent lieu, si l'état d'aliénation mentale n'est pas constaté par deux médecins désignés, l'un par la famille ou les personnes intéressées, l'autre par le juge de paix du canton".

Cette disposition, en prévoyant l'intervention de deux médecins différents, dont l'un est choisi par le juge de paix, a manifestement pour but de prévenir les dangers d'une séquestration arbitraire.

Ce problème n'a pas échappé aux auteurs du projet : c'est ainsi que, afin de parer au risque qui vient d'être évoqué, comme l'indique l'exposé des motifs, l'article 7 du projet subordonne la mise en observation dans un établissement pour malades mentaux à la production de deux certificats médicaux établis par deux médecins différents, sauf lorsque la demande émane du malade lui-même. Une procédure similaire est prévue lorsque la mise en observation est requise par le bourgmestre ou le procureur du Roi (article 9 du projet).

Toutefois, lorsqu'il s'agit de malades mentaux soignés dans leur famille ou chez un particulier, l'article 2 du projet permet au juge de paix de prendre à leur égard les mesures de protection appropriées en statuant sur la base d'une requête appuyée par un seul certificat médical, lequel pourra dès lors être établi éventuellement par un médecin choisi par la famille du malade.

.../...

Comme le confirme l'exposé des motifs, les mesures de protection décidées par le juge pourront comporter des restrictions à la liberté de l'intéressé.

Le risque d'une séquestration arbitraire dans le milieu familial ou chez un particulier pourrait être tout aussi grand que dans un établissement hospitalier. Il s'indique, dès lors, par identité de motifs, de prévoir à l'article 2, § 1er, du projet, l'intervention de deux médecins différents dont l'un serait désigné par le juge.

b) L'article 25 précité prévoit que le juge statue après s'être assuré "par lui-même" de l'état du malade.

Cette précision, en imposant l'obligation d'un contact personnel entre le juge et le malade, concourt également à la protection de ce dernier. Il est souhaitable qu'elle soit reprise dans le projet, à l'article 2, § 2.

c) Selon l'exposé des motifs, le malade mental soigné à domicile n'est, en principe, soumis à aucune mesure restrictive de liberté. Ce sera la nécessité de prendre de telles mesures, à l'égard du malade, qui justifiera l'intervention du juge de paix.

Le caractère de ces mesures, qui dérogent au principe de la liberté individuelle inscrit dans l'article 7 de la Constitution et dont la violation est sanctionnée par les articles 434 et suivants du Code pénal, doit être précisé dans la loi.

.../...

Il ne suffit pas, comme le fait le projet, d'employer une formule imprécise - mesure de protection appropriée - qui n'implique pas l'attribution au juge du pouvoir de prendre des mesures ayant ce caractère, et ce d'autant moins que le projet prévoit l'abrogation de la disposition actuelle qui attribue expressément ce pouvoir au juge.

*

* *

Compte tenu des observations qui précèdent, il est proposé de rédiger comme suit l'article 2 du projet :

"Article 2.-

§ 1er. Lorsqu'une mesure de protection de sa personne s'impose à l'égard d'un malade mental dont l'état permet de le soigner dans son milieu familial ou chez un particulier, elle est ordonnée par le juge de paix du lieu où le malade a son domicile ou sa résidence, sur requête écrite ou verbale du malade lui-même, de la personne qui en a la garde, du bourgmestre de la commune où il réside, d'un médecin ou de toute personne intéressée.

Le juge rejette la requête si, à l'appui de celle-ci, n'est pas produit un certificat médical n'ayant pas plus de quinze jours de date, décrivant les symptômes de la maladie mentale et attestant que l'état du malade exige une mesure de protection .

§ 2. Après s'être assuré par lui-même de l'état du malade et avoir pris l'avis écrit d'un médecin qu'il désigne, le juge de paix décide toutes affaires cessantes. Il détermine , s'il y a lieu, les mesures de protection restrictives de la liberté du malade et désigne la personne qui en aura la garde.

.../...

§ 3. La décision du juge de paix est motivée et est notifiée dans les vingt-quatre heures au malade, au procureur du Roi et au requérant, dans les formes déterminées par l'article 46 du Code judiciaire".

Article 3.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 3.-

Le retrait de la mesure de protection peut être ordonné par le juge de paix, soit d'office, soit à la demande du malade lui-même ou d'une des personnes visées à l'article 2, § 1er, alinéa 1er.

Il est produit à l'appui de la demande un certificat médical attestant que le retrait est souhaitable.

Dans tous les cas, le juge ne statue qu'après s'être assuré par lui-même de l'état du malade et, s'il l'estime utile, après avoir pris l'avis écrit d'un médecin qu'il désigne.

L'article 2, § 3, s'applique à la décision de retrait".

Article 4.

Cet article pourrait être rédigé comme suit :

"Article 4.-

Pendant toute la durée de la mesure de protection, le juge de paix visite le malade au moins une fois par an et se fait remettre annuellement un rapport du médecin traitant.

.../...

Le juge de paix peut, chaque fois qu'il l'estime nécessaire, faire visiter le malade par tel médecin qu'il désigne".

Article 5.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 5.-

Un malade mental ne peut être admis dans un établissement pour malades mentaux que lorsque son propre intérêt ou l'intérêt de la tranquillité publique l'exige".

Articles 6 et 7.

On n'aperçoit pas la raison pour laquelle la demande d'admission dans un établissement pour malades mentaux, si elle émane d'autres personnes que le malade lui-même, ne devrait plus être faite par écrit, comme l'impose la législation actuelle, alors que l'écrit constitue la preuve de la régularité de la demande.

Pour éviter toute erreur d'interprétation, il conviendrait de préciser dans le projet, en conformité avec les intentions du Gouvernement, que les deux certificats médicaux doivent être établis chacun par un médecin différent, non attaché à l'établissement.

En outre, il y aurait lieu d'intervertir l'ordre des articles 6 et 7 pour les présenter de manière plus logique.

La rédaction suivante est proposée :

.../...

"Article 6.-

L'admission dans un établissement pour malades mentaux est demandée par le malade lui-même, le bourgmestre de la commune où il réside, le procureur du Roi, un médecin ou toute personne intéressée.

La demande est adressée à la direction de l'établissement.

Sauf lorsqu'elle émane du malade lui-même , la demand est rejetée si elle n'est pas faite par écrit et si, à l'appui de celle-ci, ne sont pas produits deux certificats médicaux n'ayant pas plus de quinze jours de date, établis chacun par un médecin différent non attaché à l'établissement décrivant les symptômes de la maladie mentale et attestant que l'état du malade exige sa mise en observation dans un établissement pour malades mentaux.

Le médecin de l'établissement statue sur la demande".

"Article 7.-

S'il est admis, le malade est mis en observation pour une période de quinze jours. Par décision motivée du médecin de l'établissement, cette période peut être prolongée une seule fois pour une période maximum de quinze jours.

Le médecin peut abréger la période d'observation, s'il estime que le traitement du malade mental dans un établissement n'est pas nécessaire ou souhaitable".

Article 9.

Cet article dispose qu'en cas de nécessité urgente, c'est le bourgmestre de la commune où le malade mental réside qui peut requérir la mise en observation immédiate.

.../...

Il conviendrait de donner le même pouvoir au bourgmestre de la commune où le malade se trouve au moment où naît la nécessité qui justifie la réquisition (comp. article 7, 5°, de la loi du 18 juin 1850 sur le régime des aliénés).

Eu égard à la nécessité urgente de prendre la mesure, l'avis du médecin prévu à l'article 9, alinéa ler, ne doit pas nécessairement être un avis écrit. Quant au certificat médical , dont il est question à l'alinéa 2 du même article, il doit, dans l'intention du Gouvernement, être établi par un médecin autre que celui qui a donné l'avis, mais ce médecin peut être celui de l'établissement. Le texte devrait traduire cette intention.

Si la réquisition cesse de plein droit ses effets dans le cas où ce certificat n'est pas établi dans le délai de quarante-huit heures fixé par le projet, rien n'empêche le médecin de l'établissement de mettre fin à la période d'observation et de libérer le malade, avant même d'attendre l'expiration de ce délai.

Le texte suivant est proposé :

"Article 9.-

En cas de nécessité urgente, le bourgmestre de la commune dans laquelle le malade mental réside ou se trouve, ou le procureur du Roi, peut, après avoir pris l'avis d'un médecin, requérir l'admission immédiate dans l'établissement pour malades mentaux qu'il désigne.

Cette réquisition cesse ses effets si, dans les quarante-huit heures de l'admission, la nécessité n'en est pas confirmée par un certificat établi par un médecin autre que celui qui a donné l'avis prévu à l'alinéa ler. Ce certificat décrit les symptômes de la maladie mentale et atteste que l'état du malade exige sa mise en observation immédiate.

.../...

Lorsque le transfèrement dans l'établissement exige ... (le surplus comme au projet) ... ".

Article 10.

Voir les observations faites à propos de l'article 2

Articles 11, 12 et 13.

L'article 11 devrait logiquement être repris dans la section II du projet, après le premier article de cette section, les articles 12 et 13 du projet devenant les articles 11 et 12.

En ce qui concerne l'article 12 du projet, cette disposition, telle qu'elle est rédigée, paraît énoncer un principe : la possibilité pour le malade de quitter l'établissement pendant la période d'observation.

Or, suivant l'exposé des motifs, la période d'observation se caractérise par le fait que le médecin de l'établissement peut y maintenir un malade non consentant, sans devoir avertir l'autorité judiciaire de la présence de ce malade.

Le principe est donc que le malade n'a pas la possibilité de quitter librement l'établissement pendant cette période.

Le texte néerlandais, à cet égard, traduit mieux la pensée du Gouvernement.

.../...

Par ailleurs, il y a une certaine discordance entre le texte de l'alinéa 3 de l'article 12 du projet et le commentaire que lui consacre l'exposé des motifs. Selon le texte, le procureur du Roi ne doit transmettre la demande au juge de paix que s'il "estime la prolongation de l'observation injustifiée" alors que, suivant l'exposé des motifs, il doit le faire dès que "le cas lui paraît douteux", ce qui semble traduire plus exactement la pensée du Gouvernement.

Compte tenu des observations qui précèdent, la rédaction suivante est proposée pour les articles 12 et 13 du projet (devenant les articles 11 et 12):

"Article 11.-

Pendant la période d'observation, le malade peut demander au procureur du Roi, par simple lettre, l'autorisation de quitter l'établissement. Cette demande peut être faite également par toute personne intéressée.

Si, après avoir réuni les renseignements d'ordre médical et social requis, le procureur du Roi estime que la demande est dépourvue de tout fondement, il en informe le requérant dans les trois jours de la réception de la requête.

Si le procureur du Roi estime que la demande n'est pas dépourvue de tout fondement, il la transmet dans les trois jours de sa réception au juge de paix dans le ressort duquel est situé l'établissement, en y joignant son avis et les renseignements recueillis.

Le juge de paix statue dans les trois jours de la réception de la communication du procureur du Roi, les intéressés entendus ou appelés.

L'article 2, § 3, s'applique à la décision du juge de paix.

.../...

Section II. Du maintien du malade dans l'établissement.

Article 12.-

... (comme l'article 13 du projet) ... ".

Quant à l'article 11 du projet, devenant l'article 13, il pourrait être rédigé comme suit :

"Article 13.-

Le maintien du malade mental dans l'établissement, à l'expiration de la période d'observation, est décidé par le médecin de cet établissement.

Le médecin informe de sa décision, dans les vingt-quatre heures, le procureur du Roi et le bourgmestre de la commune où le malade avait sa résidence avant son admission dans l'établissement.

Cette information fera mention de l'opposition éventuelle du malade".

Article 14.

Aux termes de l'alinéa 2 de cet article, le médecin fait part de sa décision au malade mental et au procureur du Roi de l'arrondissement où résidera le malade pendant la période d'essai.

Il conviendrait que cette information soit donnée également, s'il y a lieu, à la personne intéressée mentionnée à l'alinéa 1er de l'article 14 ainsi qu'à la personne qui aura éventuellement la garde du malade. Ces précisions devraient être apportées au texte de l'alinéa 2.

.../...

La rédaction suivante est proposée :

"Article 14.-

De sa propre initiative où à la demande du malade mental ou de toute personne intéressée, le médecin de l'établissement peut, à titre d'essai, accorder au malade l'autorisation de quitter l'établissement. Il fixe, dans les conditions déterminées par le Roi, les modalités de résidence et de surveillance médicale ainsi que la durée de la période d'essai.

Le médecin fait part de sa décision au malade mental et au procureur du Roi de l'arrondissement où résidera le malade ainsi qu'à la personne intéressée visée à l'alinéa 1er et à la personne qui aura éventuellement la garde du malade.

Si les conditions imposées ne sont pas respectées ou si l'état du malade s'est modifié au point qu'il soit nécessaire de mettre fin à la période d'essai, le procureur du Roi, après avoir recueilli l'avis du médecin traitant et consulté le médecin de l'établissement, prend toutes mesures utiles pour faire rentrer le malade dans cet établissement".

Article 15.

L'alinéa 1er pourrait être rédigé comme suit :

"Le malade mental, le procureur du Roi ou toute personne intéressée peut, en tout temps et par simple lettre, demander au juge de paix dans le ressort duquel est situé l'établissement, d'autoriser le malade à quitter cet établissement".

.../...

Article 17.

La rédaction suivante est proposée pour l'intitulé de la section III et le § 1er de l'article 17 :

"Section III. Du transfèrement dans un autre établissement.

Article 17.-

§ 1er. Au cours de la période d'observation ou de maintien, le malade mental peut, en vue d'un traitement plus adéquat, être transféré dans un autre établissement.

Le médecin de l'établissement statue sur le transfèrement , d'initiative ou à la requête soit du malade mental, soit de la personne qui en a la garde, soit de la personne qui en a sollicité l'admission dans l'établissement, soit du fonctionnaire chargé du contrôle des établissements pour malades mentaux.

Pour des raisons impérieuses d'ordre médical, le transfèrement peut être ordonné d'office par le Ministre ayant la Santé publique dans ses attributions ou par le fonctionnaire qu'il désigne à cet effet".

En ce qui concerne le § 2, tel qu'il est rédigé, le recours auprès du juge de paix contre la décision ordonnant ou refusant le transfèrement vise la décision du médecin de l'établissement et celle du Ministre et peut être exercé tant par des personnes privées que par le fonctionnai contrôlant les établissements, même dans ce dernier cas si la décision de transfèrement a été prise par le Ministre.

On peut se demander si telle est bien l'intention du Gouvernement.

.../....

Article 18.

Il y a discordance entre l'exposé des motifs et le texte de cet article.

Selon l'exposé des motifs sous l'article 18, l'appel prévu par cet article ne viserait que les "recours" organisés par les articles 12 et 15, alors que la disposition ici examinée est absolument générale et envisage l'appel de toutes les décisions du juge de paix "prises en vertu de la présente loi", donc aussi, par exemple, les décisions dont il est question aux articles 2 et 3 du projet.

Il faut noter également que l'article 18 règle l'appel des seules décisions du juge de paix et qu'en conséquence il ne prévoit pas de recours contre la décision du procureur du Roi qui, en application de l'article 12 du projet, estime ne pas pouvoir réserver une suite favorable à la demande de libération du malade pendant la période d'observation.

Sous le bénéfice de ces observations, la rédaction suivante est proposée :

"CHAPITRE IV. APPEL DES DECISIONS DU JUGE DE PAIX.

Article 18.-

§ 1er. Le malade mental, son conseil, la personne qui a introduit la requête auprès du juge de paix et le procureur du Roi peuvent, dès le prononcé et au plus tard dans les trois jours de la notification, appeler des décisions du juge de paix prises en vertu de la présente loi.

.../...

Une requête en double exemplaire est adressée à cette fin au président du tribunal de première instance qui, sans autre délai, distribue l'affaire à une chambre à trois juges et fixe le jour de l'audience. Le greffier en informe, par lettre recommandée, les personnes visées à l'alinéa 1er.

La cause est instruite en chambre du conseil . Le malade mental peut se faire assister ou représenter par un conseil, désigné,le cas échéant, par le bâtonnier.

Le tribunal statue dans les trois jours de la réception de la requête, le procureur du Roi entendu.

§ 2. ... (comme au projet) ... ".

Article 19.

Cet article dispose que le contrôle des établissements est exercé par le procureur du Roi, par le juge de paix et par certains fonctionnaires et que le Roi règle l'organisation de ce contrôle . Suivant l'exposé des motifs, les arrêtés que le Roi prendra auront notamment en vue "que soit surveillé au mieux le respect dû à la liberté individuelle".

Le texte du projet confère au Roi un pouvoir trop large en l'habilitant à régler, sans aucune limitation, l'organisation du contrôle. S'il est permis de confier au Roi le soin de régler le détail des mesures de contrôle envisagées, il conviendrait, s'agissant d'une matière qui touche à la liberté individuelle, que la loi elle-même fixe tout au moins les principes de ce contrôle.

.../...

L'article 19 dispose encore, en son troisième alinéa, que "les personnes visées à l'alinéa premier ont libre accès à l'établissement et peuvent se faire présenter les registres et documents dont l'examen est nécessaire pour leur mission". Et l'exposé des motifs commente cette disposition dans les termes suivants :

"La rédaction du troisième alinéa vise à protéger le caractère confidentiel du dossier médical, dont ne pourront prendre connaissance que les personnes autorisées, à savoir les médecins et le juge de paix. Il n'est pas permis qu'à l'occasion du contrôle de l'établissement, le procureur du Roi prenne connaissance du dossier médical du malade. C'est le sens des termes "nécessaires pour leur mission".

L'exposé des motifs n'est pas conforme au texte de l'article 19, alinéa 3, lorsque, pour justifier l'interdiction faite au procureur du Roi de consulter le dossier médical du malade, il donne aux termes "nécessaires pour leur mission" l'interprétation qui vient d'être rappelée.

Si le procureur du Roi a pour mission de contrôler l'établissement, il a aussi pour mission de rechercher les infractions prévues par l'article 25 du projet et il serait inconcevable qu'à l'occasion du contrôle exercé par lui, il ne puisse rechercher des éléments d'infraction dans le dossier médical, alors que ce dossier peut contenir des documents dont l'examen est nécessaire pour sa mission.

Article 21.

Cet article doit être examiné en même temps que l'article 10 auquel il se réfère.

.../...

En ce qui concerne les registres spéciaux dans lesquels le malade doit être inscrit, dès son entrée dans l'établissement, l'article 10 dispose que "le Roi arrête les modalités de la tenue de ces registres et les mentions qu'ils comportent".

L'exposé des motifs, sous l'article 10 du projet, cite certaines de ces mentions considérées comme essentielles et de nature à assurer la protection du malade, mais le texte même de la disposition, contrairement à la législation actuelle, ne reprend pas une énumération analogue ou, du moins, l'essentiel de celle-ci. En revanche, l'article 21 indique une série de mentions qui doivent figurer dans les registres spéciaux et dont certaines se confondent avec celles que l'exposé des motifs avait déjà énumérées en commentant l'article 10. Ainsi, ce dernier article attribue apparemment au Roi un pouvoir discrétionnaire d'arrêter les mentions des registres, qui se trouve contredit par les limitations apportées à ce pouvoir par l'article 21.

Mieux vaudrait supprimer l'article 10 - ce qui entraînera une modification de numérotage - et reporter, dans la disposition générale que constitue l'article 21, tout ce qui concerne les registres spéciaux et les mentions obligatoires que ceux-ci doivent contenir, le Roi étant habilité à régler le surplus.

Il y a lieu d'ajouter, en outre, que l'article 9 de la loi du 18 juin 1850 impose certaines formalités, en vue notamment d'identifier la personne qui conduit le malade dans l'établissement, et qu'on n'aperçoit pas pourquoi ces formalités ont toutes été abandonnées, au moins dans le texte du projet.

.../...

Article 23.

En ce qui concerne la désignation de la personne qui aura la garde du mineur malade, la compétence donnée au juge de paix par l'article 23 du projet déroge à la compétence générale attribuée aux juridictions de la jeunesse par la loi du 8 avril 1965.

La question se pose de savoir si la compétence du juge de paix est épuisée par la seule désignation de la personne qui aura la garde du mineur ou de l'interdit ou si cette compétence demeure dans le cas où la première désignation devrait être modifiée. Dans l'affirmative, jusqu'à quel moment cette compétence demeurera-t-elle ?

L'on peut concevoir également que des difficultés surgiront quant à la compétence respective du juge de paix et du juge de la jeunesse, par exemple, dans le cas où la personne à qui le mineur aurait été confié serait déchue de la puissance paternelle ou dans le cas où le mineur commettrait des actes qui sont qualifiés crime ou délit.

Pour éviter ces difficultés, il serait peut être opportun de ne pas déroger au droit commun en ce qui concerne les malades mentaux mineurs.

Aux termes de l'article 23, alinéa 3, le juge de paix statue sur requête de la personne qui demande l'octroi de l'autorisation de quitter l'établissement et sur rapport du procureur du Roi.

.../...

Suivant l'article 14, alinéa 1er, du projet, le médecin de l'établissement agissant d'initiative peut, à titre d'essai, accorder au malade l'autorisation de quitter l'établissement. Si pareille autorisation a été donnée et si l'on estime qu'à sa sortie de l'établissement, le malade mental visé par l'article 23, alinéa 1er, ne doit pas être confié à la garde de la personne sous l'autorité de laquelle il est placé selon le droit commun, par qui le juge de paix sera-t-il saisi d'une demande de dérogation aux règles du droit commun, alors qu'il n'existe en l'espèce aucune requête émanant d'une "personne qui demande l'octroi de l'autorisation de quitter l'établissement" ?

Cette question devrait être réglée.

Article 24.

La rédaction suivante traduirait plus exactement les intentions du Gouvernement, telles qu'elles sont exprimées dans l'exposé des motifs :

"Article 24.-

Les dépenses nécessitées par l'examen médical, le transfèrement, l'admission, le traitement et le séjour dans un établissement pour malades mentaux sont à charge du malade ou des personnes ou organismes auxquels elles incombent en vertu des dispositions en vigueur.

Les décisions du juge de paix .. (le surplus comme au projet) ...".

.../...

Article 27.

Bien que le procédé consistant à donner au Roi le pouvoir d'adapter les dispositions des lois existantes à celles d'une loi nouvelle ait déjà été utilisé, il est souhaitable que le législateur réalise lui-même ces adaptations.

A cette fin, dans l'avis sur le projet de loi relative à la protection des biens des personnes totalement ou partiellement incapables d'en assumer la gestion en raison de leur état physique ou mental (L.10.556), le Conseil d'Etat a établi une liste des dispositions susceptibles d'être affectées par les dispositions nouvelles de l'un ou l'autre des deux projets.

Si le Gouvernement adopte cette suggestion, l'article 27 devrait être supprimé.

Article 28.

La subdivision a de cet article serait mieux rédigé comme suit :

"a) la loi du 18 juin 1850 sur le régime des aliénés, modifiée par les lois du 28 décembre 1873 et du 9 avril 1930, les arrêtés royaux du 29 juillet 1933 et du 14 août 1933, l'arrêté royal n° 64 du 30 novembre 1939, l'arrêté du Régent du 26 juin 1947 et par la loi du 10 octobre 1967, à l'exception du chapitre VII, modifié par la loi du 7 avril 1964;".

.../...

Article 29.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 29.-

La présente loi entre en vigueur le premier jour du Xème mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au Moniteur belge.

Le Roi peut la mettre en vigueur avant cette date".

OBSERVATIONS FINALES.

Aux termes de l'article 1026, 5°, du Code judiciaire, la requête doit contenir, à peine de nullité, la signature de l'avocat de la partie, sauf lorsque la loi en dispose autrement. L'article 1027 du même Code énonce que "sauf les exceptions expressément prévues par la loi, elle ne peut être présentée que par un avocat".

Ces deux dispositions font suite à l'article 1025 du Code judiciaire qui prévoit que,"sauf les cas où il y est formellement dérogé par la loi, les procédures sur requête sont réglées ainsi qu'il est dit au présent titre".

En présence de ces dispositions formelles qui exigent une dérogation expresse de la loi, pour que la procédure réglée par le Code judiciaire ne s'applique pas, il faudrait conclure que toutes les requêtes prévues dans le projet de loi relative à la protection de la personne des malades mentaux doivent être signées et présentées par un avocat. Une seule exception - implicite mais indubitable - est apportée par les dispositions qui permettent la requête verbale et la simple lettre.

.../...

Dans les autres cas, même si la requête est l'oeuvre du bourgmestre ou du médecin, on pourra soutenir - et plaider - qu'elle est nulle pour le vice de forme qui consiste dans l'inobservation des articles 1026 et 1027 du Code judiciaire.

Il appartiendra au Gouvernement de décider de l'opportunité d'apporter, pour les requêtes qu'il désignera, une dérogation expresse aux dispositions précitées du Code judiciaire.

*
* *

Il conviendra de voir si des dispositions transitoires ne doivent pas être ajoutées au projet, afin d'éviter les difficultés susceptibles de naître au cours de la période qui s'étendra de l'abrogation de la législation actuellement en vigueur à l'application pratique des institutions et des règles nouvelles.

*
* *

Dans l'avis donné par le Conseil d'Etat sur le projet de loi relative à la protection des biens des personnes totalement ou partiellement incapables d'en assumer la gestion en raison de leur état physique ou mental (10.556), figure une liste de textes sur lesquels soit ce dernier projet, soit le projet qui fait l'objet du présent avis (L.10.564) est susceptible d'avoir des incidences.

.../....

Il est indispensable que le Gouvernement examine dans quelle mesure ces textes devraient être abrogés ou modifiés pour tenir compte des institutions et des règles nouvelles créées par les deux projets.

*
* *

L'abrogation ou la modification de dispositions législatives existantes peut se rapporter à des matières qui ressortissent à la compétence d'un Ministre autre que le Ministre de la Justice. Il conviendra que le Ministre dont la matière relève propose et contresigne le projet, avec le Ministre de la Justice.

Artikel 2.

a) Artikel 25 van de wet op de behandeling van de krankzinnigen bepaalt : "Niemand kan in zijn huis of in dat van zijn ouders of van de personen welke deze vervangen, worden gesequestreerd, indien zijn geesteskrankheid niet vastgesteld is door twee geneesheren, van wie de ene door de familie of door de belanghebbende personen, de andere door de vrederechter van het kanton zijn aangewezen".

De eis dat de ziekte is vastgesteld door twee verschillende geneesheren, van wie er een door de vrederechter is gekozen, heeft kennelijk tot doel het gevaar voor willekeurige afzondering te ondervangen.

Dat probleem blijkt de stellers van het ontwerp inderdaad niet ontgaan te zijn : met het oog op datzelfde gevaar, zo zegt de memorie van toelichting, eist artikel 7 van het ontwerp "de voorlegging van twee geneeskundige verklaringen afgegeven door twee verschillende geneesheren" bij elk verzoek tot opneming ter observatie in een inrichting voor geestesziekten, tenzij het van de zieke zelf uitgaat; een soortgelijke procedure wordt voorgeschreven voor het geval dat de burgemeester of de procureur des Konings de observatie vordert (artikel 9 van het ontwerp).

Voor geesteszieken echter die in hun gezin of bij een particulier worden verpleegd, zal de vrederechter krachtens artikel 2 van het ontwerp aangepaste beschermingsmaatregelen kunnen nemen op grond van een verzoek dat maar door één geneeskundige verklaring - eventueel dus van een door de familie van de zieke gekozen geneesheer - moet zijn gestaafd.

.../...

Zoals de memorie van toelichting bevestigt, kunnen de door de rechter bevolen beschermingsmaatregelen inhouden dat de vrijheid van de betrokkene wordt beperkt.

In het gezin of bij een particulier kan het gevaar voor willekeurige afzonderking even groot zijn als in een verplegingsinrichting. Er is dus alle reden om, op gelijke gronden, ook in artikel 2, § 1, van het ontwerp te voorzien in het optreden van twee geneesheren, van wie er een door de rechter zou worden aangewezen.

b) Eerdervermeld artikel 25 bepaalt dat de rechter beslist "na zich door eigen waarneming te hebben overtuigd van de toestand van de zieke".

Die verplichting tot persoonlijk contact van de rechter met de zieke draagt ook tot diens bescherming bij. Het is wenselijk dat voorschrift in het ontwerp, artikel 2, § 2, over te nemen.

c) Volgens de memorie van toelichting is de thuis verpleegde geesteszieke in beginsel aan geen enkele maatregel tot vrijheidsbeperking onderworpen. De wettiging voor het optreden van de vrederechter zal gelegen zijn in de noodzaak, om ten aanzien van de zieke zodanige maatregelen te treffen.

De aard van die maatregelen, welke afwijken van het beginsel van de vrijheid van de persoon, dat in artikel 7 van de Grondwet is neergelegd en op schending waarvan de artikelen 434 en volgende van het Strafwetboek straf stellen, moet in de wet nader worden omschreven.

.../...

Met een vage formule als die van het ontwerp - "maatregel van aangepaste persoonsbescherming" - kan niet worden volstaan, want zij impliceert niet dat de rechter tot het nemen van zodanige maatregelen bevoegd wordt verklaard, des te minder nu het ontwerp voorziet in de opheffing van de bestaande bepaling welke hem die bevoegdheid uitdrukkelijk opdraagt.

*

* *

Met inachtneming van hetgeen is opgemerkt, wordt voorgesteld artikel 2 van het ontwerp als volgt te lezen :

"Artikel 2.-

§ 1. Wanneer ten aanzien van een geesteszieke wiens toestand verpleging in zijn gezin of bij een particulier mogelijk maakt, een maatregel ter bescherming van zijn persoon noodzakelijk is, wordt die gelast door de vrederechter van zijn woonplaats of verblijfplaats, op schriftelijk of mondeling verzoek van de zieke zelf, van degene aan wie zijn bewaring is toevertrouwd, van de burgemeester van de gemeente waar de zieke verblijft, van een geneesheer of van enige belanghebbende.

De rechter wijst het verzoek af indien het niet gestaafd wordt door een geneeskundige verklaring die ten hoogste vijftien dagen oud is, de symptonen van de geesteszieke beschrijft en bevestigt dat de toestand van de zieke een beschermingsmaatregel noodzakelijk maakt.

§ 2. Nadat de vrederechter zich door eigen waarneming heeft vergewist van de toestand van de zieke en het schriftelijk advies van een door hem aangewezen geneesheer heeft ingewonnen, beslist hij met voorrang

.../...

boven alle andere zaken. Hij bepaalt, zo daartoe grond bestaat, de beschermingsmaatregelen die de vrijheid van de zieke beperken, en wijst de persoon aan, aan wie de bewaring van de zieke wordt toevertrouwd.

§ 3. De beslissing van de vrederechter wordt met redenen omkleed en binnen vierentwintig uren ter kennis gebracht van de zieke, de procureur des Konings en de verzoeker, in de vormen bepaald in artikel 46 van het Gerechtelijk Wetboek".

Artikel 3.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 3.-

Opheffing van de beschermingsmaatregel kan door de vrederechter worden bevolen, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van de zieke zelf of van een der personen bedoeld in artikel 2, § 1,eerste lid.

Het verzoek moet worden gestaafd door een geneeskundige verklaring dat de opheffing raadzaam is.

In ieder geval beslist de rechter eerst nadat hij zich door eigen waarneming heeft vergewist van de toestand van de zieke en, indien hij het dienstig acht, het schriftelijk advies van een door hem aangewezen geneesheer heeft ingewonnen.

Artikel 2, § 3, is van toepassing op de beslissing tot opheffing".

.../...

Artikel 4.

Dit artikel kan als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 4.-

Zolang de beschermingsmaatregel loopt, bezoekt de vrederechter de zieke ten minste eenmaal 's jaars en laat hij zich jaarlijks door de behandelende geneesheer een verslag overleggen.

Telkens als hij het nodig oordeelt, doet hij de zieke bezoeken door een geneesheer die hij aanwijst".

Artikel 5.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 5.-

Een geesteszieke mag slechts in een inrichting voor geesteszieken worden opgenomen wanneer zijn belang of dat van de openbare rust dit vereist".

Artikelen 6 en 7.

Het is niet duidelijk waarom het verzoek tot opneming in een inrichting voor geesteszieken, wanneer het niet van de zieke zelf uitgaat, niet meer schriftelijk zou moeten worden gedaan, zoals de thans geldende wetgeving voorschrijft, terwijl het geschrift toch het bewijs is dat het verzoek regelmatig is.

.../...

Opdat de tekst niet verkeerd kan worden geïnterpreteerd, zou overeenkomstig de bedoeling van de Regering in het ontwerp moeten worden gezegd, dat elk van beide geneeskundige verklaringen moet worden opgesteld door een andere, niet aan de inrichting verbonden geneesheer.

Het ware ook logischer de artikelen 6 en 7 van plaats te verwisselen.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 6.-

De opneming in een inrichting voor geesteszieken wordt gevraagd door de zieke zelf, door de burgemeester van de gemeente waar hij verblijft, door de procureur des Konings, door een geneesheer of door enige belanghebbende.

Het verzoek wordt gericht aan het bestuur van de inrichting.

Tenzij het verzoek uitgaat van de zieke zelf, wordt het afgewezen als het niet schriftelijk gedaan is en als het niet gestaafd wordt door twee geneeskundige verklaringen, niet meer dan vijftien dagen oud, elk waarvan, door een andere, niet aan de inrichting verbonden geneesheer opgesteld, de symptonen van de geesteszieke beschrijft en bevestigt dat de toestand van de zieke zijn opneming ter observatie in een inrichting voor geesteszieken noodzakelijk maakt.

De geneesheer van de inrichting beschikt op het verzoek".

.../...

"Artikel 7.-

Wordt de zieke opgenomen, dan wordt hij voor vijftien dagen in observatie gesteld. Bij een met redenen omklede beslissing van de geneesheer van de inrichting kan die periode éénmaal met ten hoogste vijftien dagen worden verlengd.

De geneesheer kan de observatietijd inkorten wanneer hij oordeelt dat verpleging van de geesteszieke in een inrichting niet noodzakelijk of wenselijk is".

Artikel 9.

Dit artikel bepaalt dat de burgemeester van de gemeente waar de geesteszieke verblijft in geval van dringende noodzaak onmiddellijke opneming ter observatie kan vorderen. Dezelfde bevoegdheid zou moeten worden verleend aan de burgemeester van de gemeente waar de zieke zich bevindt of waar de noodzaak die de vordering wettigt, zich voordoet (verg. art. 7, 5°, van de wet van 18 juni 1850 op de behandeling van de krankzinnigen).

Gelet op het spoedeisende van de maatregel moet het in artikel 9, eerste lid, bedoelde advies van de geneesheer niet noodzakelijk schriftelijk worden gegeven. Wat de in het tweede lid bedoelde geneeskundige verklaring betreft, die moet volgens de bedoeling van de Regering worden opgesteld door een andere geneesheer dan die het advies heeft gegeven, maar hij mag de geneesheer van de inrichting zijn. Die bedoeling zou in de tekst tot uiting moeten worden gebracht.

.../...

Als de vordering van rechtswege ophoudt uitwerking te hebben ingeval de verklaring niet is opgesteld binnen de in het ontwerp bepaalde termijn van achtenveertig uren, kan niets de geneesheer van de inrichting verhinderen de observatietijd af te sluiten en de zieke vrij te laten, zelfs vóór die termijn verstreken is.

Voorgesteld wordt, de tekst als volgt te lezen :

"Artikel 9.-

In spoedeisende gevallen kan de burgemeester van de gemeente waar de geesteszieke verblijft of zich bevindt, of de procureur des Konings, na het advies van een geneesheer te hebben ingewonnen, de onmiddellijke opneming in de inrichting voor geesteszieken welke hij aanwijst vorderen.

Die vordering houdt op uitwerking te hebben wanneer binnen achtenveertig uren na de opneming de noodzaak ervan niet bevestigd is door een verklaring van een andere geneesheer dan die welke het in het eerste lid bedoelde advies heeft gegeven. Die verklaring beschrijft de symptonen van de geestesziekte en bevestigt dat de toestand van de zieke zijn onmiddellijke opneming ter observatie noodzakelijk maakt.

Wanneer met het oog op de overbrenging naar de inrichting dwangmiddelen nodig zijn, wordt daarin voorzien, naar gelang van het geval ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

.../...

Artikel 10.

Zie de opmerkingen bij artikel 21.

Artikelen 11, 12 en 13.

Artikel 11 zou logischerwijs in afdeling II van het ontwerp moeten staan, na het eerste artikel van die afdeling; de artikelen 12 en 13 worden dan 11 en 12.

Artikel 12 van het ontwerp, zoals het thans is geredigeerd, lijkt een beginsel te stellen : de mogelijkheid voor de zieke om de inrichting te verlaten gedurende de observatietijd.

Volgens de memorie van toelichting echter is de observatietijd hierdoor gekenmerkt , dat de geneesheer van de inrichting een zieke tegen diens wil in de inrichting kan houden zonder dat hij de gerechtelijke overheid kennis hoeft te geven van die aanwezigheid.

In beginsel kan de zieke gedurende de observatietijd de inrichting dus niet vrij verlaten.

De Nederlandse tekst geeft hier de bedoeling van de Regering beter weer dan de Franse.

Er is geen volkomen overeenstemming tussen de tekst van het derde lid van artikel 12 en de commentaar die de memorie van toelichting daarop geeft. Volgens de tekst moet de procureur des Konings het verzoek slechts aan de vrederechter zenden wanneer hij "bordeelt dat er geen redenen zijn om de observatietijd te verlengen", terwijl hij het volgens de memorie ook al moet doen "als het geval hem twijfelachtig lijkt", hetgeen beter lijkt weer te geven wat de Regering bedoelt.

.../...

Met inachtneming van deze opmerkingen wordt voorgesteld de artikelen 12 en 13 van het ontwerp (die de artikelen 11 en 12 worden) als volgt te lezen :

"Artikel 11.-

Gedurende de observatietijd kan de zieke bij gewone brief de procureur des Konings om ontslag uit de inrichting verzoeken. Dat verzoek kan ook door iedere belanghebbende worden gedaan.

Wanneer de procureur des Konings, nadat hij alle nodige geneeskundige en sociale inlichtingen heeft ingewonnen, het verzoek volkomen ongegrond acht, geeft hij de verzoeker daarvan kennis binnen drie dagen na ontvangst van het verzoek.

Wanneer de procureur des Konings oordeelt dat het verzoek niet volkomen ongegrond is, zendt hij het, binnen drie dagen na ontvangst, met zijn advies en de ingewonnen inlichtingen aan de vrederechter van de plaats van de inrichting.

Binnen drie dagen na ontvangst van de mededeling van de procureur des Konings doet de vrederechter uitspraak, de betrokkenen gehoord of opgeroepen.

Artikel 2, § 3, is van toepassing op de beslissing van de vrederechter.

.../...

Afdeling II. - Verder verblijf in de inrichting.

Artikel 12.-

... (zoals artikel 13 van het ontwerp) ...".

Artikel 11 van het ontwerp, dat artikel 13 wordt, kan als volgt worden gelezen :

"Artikel 13.-

De geneesheer van de inrichting beslist of de geesteszieke er na het verstrijken van de observatietijd zal blijven.

Binnen vierentwintig uren brengt de geneesheer zijn beslissing ter kennis van de procureur des Konings en van de burgemeester van de gemeente waar de zieke zijn verblijfplaats had vooraleer hij in de inrichting werd opgenomen.

Die kennisgeving vermeldt ook het eventueel verzet van de zieke".

Artikel 14.

Luidens het tweede lid van dit artikel brengt de geneesheer zijn beslissing ter kennis van de geesteszieke en van de procureur des Konings van het arrondissement waar hij tijdens zijn proeftijd zal verblijven.

Die kennisgeving zou in voorkomend geval ook moeten worden gedaan aan de in het eerste lid van artikel 14 vermelde belanghebbende en aan degene aan wie de bewaring van de zieke is toevertrouwd. Die bijzonderheden zouden in het tweede lid moeten staan.

.../...

Voorgesteld wordt :

"Artikel 14.-

De geneesheer van de inrichting kan op eigen initiatief of op verzoek van de geesteszieke of van enige belanghebbende, de zieke op proef uit de inrichting ontslaan. Onder de door de Koning bepaalde voorwaarden stelt hij de nadere regelen inzake verblijf en geneeskundig toezicht alsook de duur van de proeftijd vast.

De geneesheer brengt zijn beslissing ter kennis van de geesteszieke en van de procureur des Konings van het arrondissement waar de zieke zal verblijven, alsook van de in het eerste lid bedoelde belanghebbende en van de persoon aan wie de bewaring van de zieke eventueel is toevertrouwd.

Worden de opgelegde verplichtingen niet nagekomen of treedt in de toestand van de zieke een zodanige wijziging in dat aan de proeftijd een einde dient te worden gemaakt, dan neemt de procureur des Konings, nadat hij het advies van de behandelende geneesheer ingewonnen en de geneesheer van de inrichting geraadpleegd heeft, alle dienstige maatregelen om de zieke opnieuw in die inrichting op te nemen".

Artikel 15.

Het eerste lid kan als volgt worden gelezen :

"De geesteszieke, de procureur des Konings of enige belanghebbende kan te allen tijde en bij gewone brief de vrederechter van de plaats van de inrichting om ontslag van de zieke uit de inrichting verzoeken".

.../...

Artikel 17.

Voorgesteld wordt, het Franse opschrift van afdeling III als volgt te lezen :

"Section III. Du transfèrement vers un autre établissement".

Artikel 17, § 1, leze men als volgt :

"Artikel 17.-

§ 1. Gedurende de observatietijd of het verder verblijf kan de geesteszieke, met het oog op een meer aangepaste verpleging, naar een andere inrichting worden overgebracht.

Over de overbrenging beslist de geneesheer van de inrichting op eigen initiatief dan wel op verzoek van de geesteszieke, van degene aan wie zijn bewaring is toevertrouwd, van degene die zijn opneming in de inrichting heeft gevraagd of van de ambtenaar die met het toezicht op de inrichtingen voor geesteszieken belast is.

Om dwingende redenen van geneeskundige aard kan de overbrenging ambtshalve worden gelast door de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort of door de ambtenaar die hij daartoe aanwijst".

In § 2, zoals die geredigeerd is, slaat het beroep dat bij de vrederechter kan worden ingesteld tegen de beslissing waarbij de overbrenging wordt gelast of geweigerd, op de beslissing van de geneesheer van de inrichting en op die van de Minister ; dat beroep staat open zowel voor particulieren als voor de ambtenaar die met het toezicht op de inrichtingen is belast, in dit laatste geval zelfs als de beslissing tot overbrenging door de Minister genomen is.

Men kan zich afvragen of de Regering het werkelijk zo bedoelt.

.../...

Artikel 18.

De memorie van toelichting stemt niet overeen met de tekst van dit artikel .

Volgens de toelichting bij artikel 18 zou het in dat artikel bedoelde hoger beroep alleen slaan op de "beroepen" die geregeld zijn in de artikelen 12 en 15, terwijl de hier onderzochte bepaling volstrekt algemeen is en slaat op het hoger beroep tegen alle beslissingen door de vrederechter "krachtens deze wet genomen", dus bijvoorbeeld ook op de beslissingen bedoeld in de artikelen 2 en 3 van het ontwerp.

Ook moet worden opgemerkt, dat artikel 18 alleen het hoger beroep tegen de beslissingen van de vrederechter regelt en derhalve niet voorziet in enig beroep tegen de beslissing van de procureur des Konings die, op grond van artikel 12 van het ontwerp, oordeelt dat op het verzoek tot ontslag van de zieke gedurende de proeftijd "niet kan worden ingegaan".

Onder voorbehoud van deze opmerkingen wordt voorgesteld de tekst als volgt te lezen :

"HOOFDSTUK IV. - HOGER BEROEP TEGEN DE BESLISSINGEN VAN DE VREDERECHTER.

Artikel 18.-

§ 1. Tegen de beslissingen, door de vrederechter krachtens deze wet genomen, kan vanaf de uitspraak en uiterlijk binnen drie dagen na de kennisgeving hoger beroep worden ingesteld door de geesteszieke, zijn raadsman, de persoon die het verzoek bij de vrederechter heeft ingediend of de procureur des Konings.

.../...

Een daartoe strekkend verzoekschrift wordt in tweevoud gericht aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, die de zaak onverwijld aan een kamer van drie rechters toebedeelt en de dag van de terechtzitting bepaalt. Hiervan geeft de griffier bij een ter post aangetekende brief kennis aan de personen bedoeld in het eerste lid.

De zaak wordt behandeld in raadkamer. De geesteszieke mag zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een raadsman, in voorkomend geval door de stafhouder aangewezen.

De rechtbank doet uitspraak binnen drie dagen na ontvangst van het verzoekschrift, de procureur des Konings gehoord.

§ 2. ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 19.

Dit artikel bepaalt dat het toezicht op de inrichtingen wordt uitgeoefend door de procureur des Konings, de vrederechter en bepaalde ambtenaren, en dat de Koning de organisatie van dat toezicht regelt. Volgens de memorie van toelichting moeten de door de Koning te nemen besluiten "inzonderheid op het oog hebben dat op de best mogelijke wijze op de eerbiediging van de individuele vrijheid wordt toegezien".

De ontwerp-tekst verleent de Koning een te ruime bevoegdheid waar hij hem machtigt om, zonder enige beperking, de organisatie van het toezicht te regelen. Kan aan de Koning inderdaad de zorg worden opgedragen voor het stellen

.../...

van de nadere regelen betreffende het toezicht, toch zou de wet zelf, omdat de hier behandelde stof de vrijheid van de persoon raakt, althans de beginselen van dat toezicht moeten bepalen.

In zijn derde lid bepaalt artikel 19 nog dat de personen, bedoeld in het eerste lid, vrije toegang hebben tot de inrichtingen en zich de registers en bescheiden kunnen laten voorleggen, waarvan de inzage nodig is voor hun zending. De memorie van toelichting geeft de volgende commentaar :

"De redactie van het derde lid moet toelaten het vertrouwelijk karakter van het medisch dossier te vrijwaren; alleen gemachtigde personen, te weten de vrederechter en de geneesheer, mogen daarvan kennis nemen. Het is niet toegelaten dat naar aanleiding van het toezicht op de inrichting, de procureur des Konings kennis zou nemen van het medisch dossier van de zieke. Vandaar de woorden "nodig voor hun zending".

De memorie is niet conform de tekst van artikel 19, derde lid, waar zij, ter verantwoording van het aan de procureur des Konings opgelegde verbod inzage te nemen van het medisch dossier van de zieke, de woorden "nodig voor hun zending" uitlegt zoals hiervoren is aangehaald.

Heeft de procureur des Konings tot taak toezicht uit te oefenen op de inrichting, dan heeft hij ook tot taak de in artikel 25 van het ontwerp bedoelde overtredingen op te sporen; het is ondenkbaar dat hij naar aanleiding van zijn toezicht geen bestanddelen van het misdrijf zou mogen opsporen in het medisch dossier, dat toch stukken kan bevatten waarvan de inzage "nodig is voor zijn zending".

.../...

Artikel 21.

Dit artikel moet worden onderzocht samen met artikel 10,waarnaar het verwijst.

In verband met de bijzondere registers waarin de zieke bij zijn opneming moet worden ingeschreven, stelt artikel 10 : "De Koning bepaalt de wijze waarop de registers worden gehouden en de vermeldingen die daarin moeten voorkomen".

Bij de bespreking van artikel 10 geeft de memorie van toelichting een aantal van die vermeldingen op die als essentieel worden beschouwd en de bescherming van de zieke kunnen dienen, maar in tegenstelling met de huidige wetgeving bevat de bepaling zelf geen zodanige opsomming en zelfs niet de hoofdzaak daarvan. Artikel 21 daarentegen noemt een aantal punten die in de bijzondere registers moeten worden opgetekend, en waarvan sommige overeenkomen met die welke de memorie van toelichting heeft opgegeven bij de bespreking van artikel 10. Zo verleent laatstgenoemd artikel de Koning blijkbaar een discretionaire bevoegdheid om te bepalen welke vermeldingen in de registers moeten worden opgetekend, die wordt tegengesproken door de beperkingen welke artikel 21 op die bevoegdheid legt.

Beter ware artikel 10 te schrappen - met vernummering van de overige artikelen - en in de algemene bepaling van artikel 21 alles over te nemen wat de bijzondere registers en de daarin op te nemen vermeldingen betreft; het overige zou door de Koning worden geregeld.

Ook moet worden opgemerkt dat artikel 9 van de wet van 18 juni 1850 een aantal formaliteiten voorschrijft, onder meer ter identificatie van degene die de zieke naar

.../...

de inrichting geleidt; het is niet duidelijk waarom,althans in de tekst van het ontwerp, van al die formaliteiten is afgezien.

Artikel 23.

Ter zake van de aanwijzing van degene aan wie de bewaring van de zieke minderjarige wordt toevertrouwd, wijkt de door artikel 23 aan de vrederechter gegeven bevoegdheid af van de algemene bevoegdheid die de wet van 8 april 1965 aan de jeugdrechtbanken toekent.

De vraag is of de bevoegdheid van de vrederechter opgebruikt is alleen al door de aanwijzing van degene aan wie de bewaring van de minderjarige of de onbekwaamverklaarde wordt toevertrouwd, dan wel of die bevoegdheid blijft ingeval de eerste aanwijzing mocht worden gewijzigd. Zo ja, tot wanneer blijft de vrederechter dan bevoegd ?

Moeilijkheden kunnen ook worden voorzien in verband met de onderscheiden bevoegdheid van vrederechter en jeugdrechter, bijvoorbeeld als degene aan wie de bewaring van de minderjarige is toevertrouwd, van de ouderlijke macht wordt ontzet of wanneer de minderjarige een als misdrijf of als misdaad omschreven feit heeft gepleegd.

Om die moeilijkheden te ondervangen ware het wellicht geraden, ten aanzien van minderjarige geesteszieken niet af te wijken van het gemeen recht.

Luidens artikel 23, derde lid, van het ontwerp beslist de vrederechter op verzoek van de persoon die het ontslag uit de inrichting vraagt, na verslag van de procureur des Konings.

.../...

Volgens artikel 14, eerste lid, van het ontwerp kan de geneesheer van de inrichting op eigen initiatief de zieke op proef uit de inrichting ontslaan. Is ontslag toegestaan en wordt geoordeeld dat de bewaring van de in artikel 23, eerste lid, bedoelde geesteszieke niet moet worden toevertrouwd aan degene onder wiens gezag hij volgens het gemeen recht staat, wie moet dan bij de vrederechter een verzoek tot afwijking van het gemeen recht indienen, daar er in dat geval toch geen verzoek is dat uitgaat van een "persoon die het ontslag uit de inrichting vraagt" ?

Hiervoor zou een regeling moeten worden getroffen.

Artikel 24.

De bedoeling van de Regering, zoals die in de memorie is toegelicht, zou beter weergegeven zijn in de volgende tekst :

"Artikel 24.-

De kosten van geneeskundig onderzoek, overbrenging, opneming, verpleging en verblijf in een inrichting voor geesteszieken komen ten laste van de zieke of van de personen of instellingen die op grond van de geldende bepalingen deze kosten moeten dragen.

De beslissingen van de vrederechter ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

.../...

Artikel 27.

Al is reeds eerder gewerkt met het procédé waarbij de Koning wordt gemachtigd om de bepalingen van bestaande wetten aan die van een nieuwe wet aan te passen, toch is het wenselijk dat de wetgever zelf de nodige wijzigingen aanbrengt.

Met dat doel heeft de Raad van State in het advies over het ontwerp van wet betreffende de bescherming van de goederen van personen die wegens hun lichaams- of geestestoestand geheel of gedeeltelijk onbekwaam zijn die te beheren (L. 10.556), een lijst opgenomen van de bepalingen die kunnen worden beïnvloed door de nieuwe bepalingen van een van beide ontwerpen.

Gaat de Regering hierop in, dan zou artikel 27 moeten vervallen.

Artikel 28.

Onderverdeling a van dit artikel kan beter als volgt worden gelezen :

"a) de wet van 18 juni 1850 op de behandeling van de krankzinnigen, gewijzigd bij de wetten van 28 december 1873 en 9 april 1930, de koninklijk besluiten van 29 juli 1933 en 14 augustus 1933, het koninklijk besluit nr. 64 van 30 november 1939, het besluit van de Regent van 26 juni 1947 en de wet van 10 oktober 1967, met uitzonderking van hoofdstuk VII, gewijzigd bij de wet van 7 april 1964;".

.../...

Artikel 29.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 29.-

Deze wet treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die waarin zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

De Koning kan haar vóór die datum in werking stellen".

SLOTOPMERKINGEN.

Luidens artikel 1026, 5°, van het Gerechtelijk Wetboek moet het verzoekschrift, op straffe van nietigheid, de handtekening van de advokaat van de partij vermelden, tenzij de wet anders bepaalt. Artikel 1027 van dat Wetboek stelt dat het "buiten de uitzonderingen waarin de wet uitdrukkelijk voorziet, enkel door een advocaat kan worden ingediend".

Beide bepalingen sluiten aan op artikel 1025 dat stelt : "Behoudens in de gevallen waarin de wet er uitdrukkelijk van afwijkt, zijn de rechtsplegingen op verzoekschrift geregeld zoals in deze titel is bepaald".

Uit deze formele bepalingen, die een uitdrukkelijke afwijking van de wet vereisen opdat de in het Gerechtelijk Wetboek vastgestelde procedure geen toepassing zou vinden, zou moeten worden afgeleid dat alle verzoekschriften, bedoeld in het ontwerp van wet betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke, door een advokaat ondertekend en ingediend moeten worden. In een enkele - weliswaar stilzwijgende maar stellige - uitzondering is voorzien

.../...

door de bepalingen die toestaan het verzoek mondeling of bij gewone brief te doen. In de overige gevallen, ook als het verzoekschrift uitgaat van de burgemeester of van de geneesheer, zal kunnen worden betoogd - en gepleit - dat het nietig is wegens het vormgebrek dat bestaat in het niet-nakomen van de artikelen 1026 en 1027 van het Gerechtelijk Wetboek.

De Regering dient uit te maken of, voor de door haar aan te wijzen verzoekschriften, uitdrukkelijk moet worden afgeweken van die bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek.

*
* *

Er moet worden nagegaan of in het ontwerp geen overgangsbepalingen nodig zijn om de moeilijkheden te ondervangen welke zich kunnen voordoen in de periode tussen de opheffing van de thans geldende wetgeving en de praktische toepassing van de nieuwe instellingen en regelen.

*
* *

In 's Raads advies over het ontwerp van wet betreffende de bescherming van de goederen van personen die wegens hun lichaams- of geestestoestand geheel of gedeeltelijk onbekwaam zijn die te beheren (L. 10.556) komt een lijst voor van teksten waarop dat ontwerp of het onderhavige ontwerp (L. 10.564), enige terugslag kan hebben.

.../...

De Regering moet alleszins nagaan in welke mate die teksten opgeheven of gewijzigd moeten worden om rekening te houden met de door beide ontwerpen ingevoerde nieuwe instellingen en regelen.

*
* *

De opheffing of de wijziging van bestaande wetsbepalingen kan betrekking hebben op aangelegenheden die vallen onder de bevoegdheid van een andere Minister dan de Minister van Justitie. Die andere Minister behoort het ontwerp dan samen met deze voor te dragen en te ondertekenen.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs :	G.VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat,	président,
de Heren :		staatsraad,	voorzitter,
	J.MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame :	G.CISELET,	staatsraden,	
Mevrouw :			
Messieurs :	R.PIRSON,	assesseurs de la section	
de Heren :		de législation,	
	F.RIGAUX,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.DE LEUZE,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.H.ROUSSEAU, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.H.ROUSSEAU, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE. (s.) G.VAN BUNNEN.